

Les perspectives électorales du PCF : une impasse pour les travailleurs

Le week-end prochain, la Fête de l'Humanité rassemblera un large public populaire. Que des dizaines de milliers de militants et de bénévoles s'activent à sa réussite montre que, quoi qu'en disent les pseudo-experts qui ont enterré dix fois le PCF, il garde une implantation dans les classes populaires. Car bien des travailleurs, bien des jeunes ne se résignent pas à la domination du grand capital.

En revanche, la politique menée aujourd'hui par la direction du Parti communiste a tout pour débousoler ceux qui regardent vers lui. Dans ce début de campagne présidentielle où l'on n'entend que les candidats potentiels de la droite, du FN ou du PS, le PCF ne propose que... l'unité à gauche. Un nombre croissant de travailleurs en ont pourtant assez de cette fausse opposition gauche-droite, qui ne correspond à rien, alors que la gauche mène au gouvernement la même politique que la droite. Pierre Laurent a cependant expliqué lors de l'université d'été du parti que « l'urgence est à construire un chemin commun ». Cette unité est proposée aux anciens ministres PS Arnaud Montebourg et Benoît Hamon, à l'ancienne ministre écologiste Cécile Duflot, ou encore à l'ex-PS Jean-Luc Mélenchon. Comme si ces gens-là voulaient défendre les intérêts des travailleurs !

Avant de devenir des critiques de Hollande, Montebourg, Hamon et Duflot ont appartenu à un gouvernement qui a accordé des dizaines de milliards d'euros aux entreprises (CICE et pacte de responsabilité). Ou qui a fait adopter l'ANI « sur la sécurisation de l'emploi », qui légalisa en 2013 les accords de compétitivité dans les entreprises, pour le plus grand bonheur des patrons.

Quant à Mélenchon, le PCF lui avait déjà apporté son soutien et sa force militante en 2012. L'ex-ministre de Jospin avait besoin de cet appui pour ses ambitions. Il suivait en cela son modèle Mitterrand, qui s'allia au PCF pour siphonner ses voix et parvenir au pouvoir. Aujourd'hui, Mélenchon traite le PCF de la même façon. Il suffit de voir le mépris avec lequel il s'est lancé en campagne, sans même le consulter.

Une fois de plus, la direction du PCF se prépare donc à s'aligner sur tel ou tel de ces politiciens étrangers au monde ouvrier. Des politiciens qui ont servi les riches dans le passé et qui les serviront de nouveau. Elle oriente ainsi ceux qui l'écoutent vers un nouveau piège.

Elle dit qu'il lui faut d'abord définir une politique avant de choisir un candidat. Elle organise pour cela une « grande consultation citoyenne » auprès de 500 000 personnes. Comme si une telle mascarade était nécessaire !

Malgré son recul, le PCF garde un grand nombre de militants et de sympathisants. C'est, de tous les partis, celui qui a le plus d'influence dans le monde du travail. S'il veut savoir ce que veulent les travailleurs, il n'a pas besoin d'une « consultation », il lui suffirait de les écouter.

Pendant le mouvement contre la loi El Khomri, leurs aspirations se sont largement exprimées contre la politique patronale, la précarité et les licenciements. Comme quoi la véritable préoccupation de la direction du PCF n'est pas l'intérêt des travailleurs. Elle ne fait même pas de la politique antipatronale un préalable pour l'éventuel candidat unitaire qu'elle appelle de ses vœux. Car sa préoccupation principale, ce sont ses élus à l'Assemblée nationale ou dans les collectivités territoriales, positions pour lesquelles le PCF a besoin d'alliés politiques.

La campagne électorale promet d'être marquée par les surenchères réactionnaires. Les propos sécuritaires, anti-immigrés, antimusulmans se succèdent, de Valls à Le Pen, en passant par Sarkozy ou Juppé. Même dans les discours, les différences s'effacent de plus en plus entre les politiciens de gauche et de droite, comme l'a montré la polémique récente sur le burkini.

L'ex-banquier Macron, ministre de Hollande et Valls pendant deux ans, parle comme n'importe quel homme de droite. Valls singe Sarkozy, qui copie Le Pen. Et Montebourg et Mélenchon se disputent le terrain patriotard. Tous sont en compétition pour gouverner au profit de la bourgeoisie. Tous veulent faire fonctionner une société basée sur l'exploitation, au mieux des intérêts du grand patronat.

Dans ces élections, il faut donc que s'affirme, non pas une énième mouture de la « gauche », mais une politique partant des intérêts des travailleurs, s'opposant radicalement à ceux de la bourgeoisie. C'est la raison pour laquelle Lutte ouvrière présentera sa candidate, Nathalie Arthaud. Pour dire que nous rejetons la société capitaliste et la comédie électorale que les politiciens nous préparent.

Mort d'un collègue

Vendredi dernier, un collègue du montage DW a fait un arrêt cardiaque à l'usine. Les pompiers sont intervenus et ont essayé de le ranimer sans succès.

On a appris lundi qu'il était décédé. Beaucoup d'entre nous ont été choqués de devoir continuer à produire alors qu'il était entre la vie et la mort.

Ça chauffe

La semaine dernière, avec la vague de chaleur, la direction a dû nous octroyer des pauses chaleur (mais uniquement l'après-midi).

Mais au DV3, pour rattraper les 10 minutes de pause supplémentaires, on a dû faire 20 minutes d'overtime !

Travailler plus longtemps dans les ateliers surchauffés, c'est ça le plan canicule de PSA ?

Moins égal plus

Au Montage DV2, avec l'arrêt de l'équipe de nuit et le compactage, les postes ont été « rééquilibrés » comme ils disent, c'est à dire encore plus chargés : on fait moins de moteurs, mais on doit se dépenser encore plus !

La motivation du patron, c'est de faire toujours plus de profit même en produisant moins.

NEC : Nouveaux Efforts à la Chaîne

Les équipes de maintenance avaient encore jusqu'à maintenant des Journées Libérées par le Cycle (JLC), un vendredi libre par mois.

Mais avec les suppressions de postes de mainteneurs, le boulot en retard s'accumule. PSA a trouvé sa solution : remplacer les JLC par des H+ collectives, c'est à dire nous faire travailler un jour de plus sans qu'on en voit la couleur sur la paye du mois.

Supprimer des postes et faire travailler plus ceux qui restent, c'est la seule politique de la direction.

Leurs profits ou nos emplois ?

Lors de l'annonce des résultats du groupe, on a appris que les bénéfices dépassaient les prévisions les plus optimistes et qu'il s'agissait d'un record de rentabilité. Pas étonnant !

Ce sont les sacrifices imposés à tous les travailleurs du groupe sur l'emploi et les salaires qui expliquent de tels résultats. 17 000 emplois supprimés depuis le 1^{er} janvier 2013, alors que la production en France passait de 860 000 à un million de véhicules, des salaires bloqués, des primes diminuées ou supprimées.

La politique des travailleurs

On a vu que les bénéfices de PSA au premier semestre dépassaient déjà ceux de l'année dernière.

Au deuxième semestre, c'est au tour des payes de doubler.

Suppressions d'emplois programmées

La direction a annoncé que des unités de production de moteurs et de boîtes de vitesses seraient installées dans les nouvelles usines terminales de Trnava et de Kenitra.

En clair, elle programme de nouvelles fermetures d'ateliers et de nouvelles suppressions d'emplois.

Que PSA construise de nouveaux ateliers, pas de soucis, mais pas touche à nos emplois !

Détournement de fonds publics

Lorsque nous faisons des formations, PSA essaye de nous faire signer un papier pour pouvoir nous déclarer au chômage et obtenir des aides de l'Etat.

Nous faire payer avec nos impôts les formations qui sont en fait du temps de travail, PSA n'a peur de rien.

Anarchie patronale

Plusieurs jours de chômage sont prévus. S'ils ne sont pas retirés, ça permettra au moins de souffler.

Mais pourquoi, alors, est-ce qu'il a fallu faire tous ces samedis avant et même juste après les congés ? La direction dit qu'elle veut que la production colle au plus près des ventes. C'est son problème !

On n'a pas à payer avec nos week-ends.

Bidouille fiscale

Une nouvelle fois, la direction vient d'annoncer qu'elle allait vider nos compteurs pour nous faire chômer la semaine 43, fin octobre. Le but est de vider les stocks pour payer moins d'impôt.

Une semaine hors de l'usine, on n'est pas contre, mais ils n'ont pas à toucher à nos compteurs. Ils n'ont qu'à prendre sur le 1,2 milliard de bénéfices des six premiers mois pour nous payer.

Le 15 septembre, le combat continue !

Les syndicats CGT-FO-FSU-Solidaires-UNEF-UNL-FIDL appellent à une nouvelle journée d'action et de mobilisation contre la loi El Khomri.

Soyons nombreux à nous retrouver jeudi 15 septembre à 14h30 Place de la République à Metz.